

OTAN : y a-t-il une vie après Riga?

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 2

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346675>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Compte rendu

OTAN : y a-t-il une vie après Riga?

Rédaction

Lundi 29 janvier, Jamie Shea, ancien porte parole de l'OTAN et actuel directeur de la politique de l'Alliance atlantique, a répondu à une invitation du Groupe d'études stratégiques de l'Université de Genève (GESUG).

Dans une première partie, l'orateur a montré la profonde transformation de l'organisation. Née de la guerre froide, sa mission était à l'origine de se tenir prêt à contrer une invasion soviétique en direction de l'Ouest. Or la situation et les besoins ont changé.

Désormais, pour faire face à ces changements, il s'agit de choisir parmi cinq variantes:

1. Le retour à la défense collective selon l'article V de la Charte, son mandat original. On peut y voir une sorte de « police d'assurance assoupie » dans le contexte actuel. Les membres favorables à cette démarche sont principalement les pays d'Europe centrale et de l'Est, craignant l'influence de leur voisin russe. Etrangement, cette vision est également partagée par l'administration Bush, qui a cependant pris le soin de réinterpréter la « défense collective » à l'aulne de la « défense préemptive ».
2. Le maintien de la Paix ferait de « l'OTAN un Taxi ». L'alliance deviendrait un prestataire de service au profit d'autres organisations et ne participerait que partiellement à l'élaboration des décisions. Le gouvernement américain y est fortement opposé.
3. L'OTAN globale réaliserait la prophétie du « *West versus the Rest* ». Le signal envers les pays musulmans, en particulier, serait contre productif. L'Alliance a-t-elle les ressources pour intervenir à travers le monde entier? Et quels seraient ses nouveaux partenaires – la plupart des pays asiatiques ou pacifiques préférant, pour le moment du moins, des accords techniques à une adhésion complète.
4. L'option Status Quo Plus, qui vise à s'adapter aux nouvelles situations en délaissant les crises actuelles, revient à une fuite en avant. Or à vouloir faire chaque année 10 % de prestations en plus, l'organisation perd sa cohérence et se désolidarise. Elle ne parvient plus à résoudre les situations dans lesquelles elle s'implique, mais augmente le nombre de foyers de tensions.

5. Enfin, l'OTAN en tant qu'organisation capable d'imposer la Paix (*Peacemaker*) est la solution logique et réaliste. L'intervention de l'OTAN ne se justifie, en effet, que lors d'engagements au-delà du seuil de la guerre et/ou supérieurs à 150 000 hommes. Ce sont là ses avantages comparatifs.

Pour réaliser cette transformation, l'OTAN s'atèle à plusieurs tâches. Il s'agit, tout d'abord, de tirer des leçons opérationnelles des conflits actuels, en particulier dans le domaine de la lutte contre la subversion/guérilla (COIN). Cela peut se faire en améliorant le niveau de formation de la troupe et en dirigeant ses efforts pour « conquérir les esprits et les cœurs » de la population locale.

Il s'agit, en second lieu, de redécouvrir l'art du débat et de la négociation. Il est souvent plus rationnel et moins coûteux de coopérer. Les échanges de savoir-faire et de renseignements sont nécessaires. La collaboration avec des acteurs non militaires, tels les organisations internationales ou non gouvernementales, est essentielle.

La transformation des forces armées – en particulier celles de l'Union européenne – est urgente. La situation de redondance et d'inefficacité actuelle est un frein à la modernisation. Des plans, des budgets et des décisions en commun sont indispensables. L'acquisition de nouveaux partenariats stratégiques est d'actualité. 18 pays ont jusque ici signé des accords avec l'OTAN. Leur contribution représente 10 % des forces, mais comporte souvent des éléments décisifs au succès des opérations hors du théâtre européen.

A travers le « Partenariat pour la Paix », l'OTAN est parvenue à se rapprocher et à coopérer avec ses anciens adversaires de l'ex Pacte de Varsovie. Il en va de même pour les pays neutres. L'Alliance joue donc désormais un rôle de fédérateur, de moteur et d'instructeur de l'interopérabilité à travers le monde.

Enfin, les agences et les acteurs de la sécurité doivent se spécialiser et se répartir les tâches. Celles-ci doivent être définies et convenues, en particulier entre l'OTAN et l'UE, dans le but d'éviter les redondances et les gaspillages. La coopération est à rechercher, au lieu de la concurrence qui semble régner pour l'heure.

Sur le terrain, en Afghanistan, l'OTAN joue sa crédibilité et son avenir. Alors que les opérations au Kosovo ont été menées avec des forces nombreuses et un haut profil des Nations unies, les conditions sont ici bien différentes. La situation est particulière parce qu'elle implique des engagements nombreux et différents selon les contrées.

Les conditions du succès ne sont, pour l'instant, pas réunies. Pour ce faire, quatre défis doivent être relevés:

1. 10-15 % de troupes combattantes supplémentaires sont indispensables. Les restrictions nationales limitent souvent en dessous des 50 % le nombre de soldats aptes à être engagés dans une mission donnée. De plus, elles sont parfois de qualité inégale.
2. L'entraînement et l'appui à l'armée afghane connaît de nombreuses déconvenues. La situation est minée par le manque de motivation et les désertions nombreuses. Le renforcement de la police afghane connaît également de grandes difficultés.
3. L'Afghanistan compte 2400 km de frontière avec le Pakistan. Des zones de non droit sont utilisées en tant que bases arrières pour le recrutement, l'entraînement et la préparation d'actions terroristes. Aucun succès ne peut être espéré sans une coopération et une collaboration étroites du gouvernement et des services secrets pakistanais.
4. Enfin, une stratégie d'ensemble est indispensable, mêlant les membres de la coalition, les forces armées et les organisations civiles, mais également les organisations internationales ou non gouvernementales. Davantage de réalisme est nécessaire dans ce domaine.



Jamie Shea a présenté, en peu de temps, les forces et les faiblesses, les objectifs et les enjeux de l'OTAN. Il a démontré que malgré l'évolution du contexte stratégique et du mandat, l'organisation n'est pas obsolète. Au contraire, elle est plus active que jamais. Si les Nations Unies assument actuellement trois fois plus de tâches que l'Alliance atlantique, l'OTAN est néanmoins appelé, à l'avenir, à assumer de plus en plus d'engagements complexes et de grande envergure, aux marges de l'Europe mais également où les intérêts du monde occidental sont en jeu.

Réd.

Parallèle entre officier de renseignements et historien

Col Hervé de Weck¹

“Y a-t-il deux disciplines intellectuelles plus proches que le renseignement et l'histoire? Dans les deux cas, il s'agit de parvenir à une connaissance objective des faits à partir de sources fiables et soumises à une critique constante, en fonction d'une interrogation raisonnée et systématique (...). Dans les deux cas, les faits et les renseignements qui les font connaître ne sont pas eux-mêmes significatifs s'ils ne sont pas reliés les uns aux autres, hiérarchisés, synthétisés, c'est-à-dire “exploités”. Cette exploitation elle-même conduisant à de nouvelles interrogations et à de nouvelles recherches, dans un processus dialectique sans fin mais qui doit permettre, non pas d'accéder à une vérité qui n'est jamais totalement accessible mais du moins de s'en rapprocher.. D'autre part, le renseignement et l'histoire partagent le fait d'être des sciences inductives, passant de la connaissance de faits particuliers à des conclusions générales (...)”².

On peut observer une grande similitude des méthodes de travail de l'officier de renseignements et de l'historien, dans les domaines de la recherche, de l'analyse et de la synthèse. L'un et l'autre se trouvent confrontés à une masse de faits bruts qu'ils ont pour tâche de vérifier et de recouper. Ils doivent ensuite évaluer les possibilités matérielles et intellectuelles d'acteurs, de groupes et de forces en présence, leurs points forts et leurs faiblesses dans tous les domaines: militaire, politique, économique, social et culturel. Il leur faut alors interpréter ce que peuvent être les intentions des acteurs, en fonction de leurs intérêts et de leur psychologie. Le logo du grand-duc qui voit dans la nuit illustre cette ambition.

Reste alors le travail noble de la synthèse, qui consiste à tirer la conclusion des faits observés, des capacités reconnues et des intentions imaginées. Pour le 2^e Bureau, il présente en outre un aspect prospectif: à partir d'hypothèses différenciées sur les modes d'action des protagonistes, il lui revient de proposer son «*impression sur l'ennemi*» et d'établir une «*estimation de la menace*», présente et future.

À ce stade, la réflexion de l'officier de renseignement se sépare de celle de l'historien. Même s'il a acquis une certaine compréhension des motivations de l'adversaire, ce dernier reste l'ennemi qu'il faut vaincre. D'autre part, la sympathie pour les amis peut entraîner l'officier à juger sévèrement les responsables d'un abandon, d'un recul ou d'une défaite. Sa reconversion en historien lui imposera de dépasser ce manichéisme, et de faire un réel effort d'objectivité pour prendre en compte, sans préjugé, les forces et les faiblesses des acteurs de l'histoire³.

H.d.W.

¹ Ancien rédacteur en chef RMS

² Soutou, Georges-Henri: «Introduction», L'exploitation du renseignement en Europe et aux Etats-Unis des années 1930 aux années 1960. Actes du colloque international tenu aux Ecoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan. Paris, Economica, 2001, p. 11.

³ Général Maurice Faivre: “Histoire et renseignement”, *Histoire militaire & stratégie*, avril 2000, p. 2.